

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## **INVESTIMO**

### **SOCIETE AUXILIAIRE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS MOBILIERS**

Société Anonyme au capital de 5 016 000 euros

Siège social : **8 rue Louis Armand 75015 Paris**

732 007 877 RCS PARIS

Exercice social du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels et consolidés approuvés par l'A.G.O. du 13 mai 2024

## **COMPTES SOCIAUX (en euros)**

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Investimo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37 4 du code de commerce.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Investimo par l'assemblée générale du 20 février 2006 pour Deloitte & Associés et par celle du 10 mai 2021 pour Grant Thornton.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption, (dont huit années depuis que la société est devenue un établissement de crédit,) et le cabinet Grant Thornton dans la troisième année de sa mission.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce**

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 avril 2024  
Les commissaires aux comptes

Grant Thornton  
Sekko AZARIAS

Deloitte & Associés  
Virginie GAITTE

**BILAN**31 DECEMBRE 2023  
EUR

<b>Actif</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Caisse banques centrales C.C.P.	1 000 258 106,62	1 091 193 758,53
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	75 427 723,74	70 749 174,69
Opérations avec la clientèle	118 037 052,82	113 861 647,92
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	149 173,82	149 173,62
Participations et autres titres détenus à long terme	906 995,43	906 995,43
Parts dans les entreprises liées	2 638 007,04	2 638 007,04
Crédit bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	37 536,91	38 802,59
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	100 542,65	121 409,83
Compte de régularisation	1 386 227,50	2 921 538,32
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 204 950 368,53</b>	<b>1 282 580 508,37</b>
<b>Passif</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit	13 199 915,11	25 258,84
Opérations avec la clientèle	1 092 666 813,45	1 181 560 932,47
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	625 047,61	148 380,18
Comptes de régularisation	3 518 461,97	4 100 083,21
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions pour risques et charges		
Dettes subordonnées	25 010 547,95	25 010 547,95
Fond pour risques bancaires généraux (FRBG)		
<b>Capitaux propres (hors FRBG)</b>	<b>69 929 780,24</b>	<b>71 735 305,72</b>
Capital souscrit	5 016 000,00	5 016 000,00
Primes d'émission		
Réservés et autres	61 056 819,37	61 056 819,37
Ecarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	216 353,23	436 960,87
Résultat de l'exercice	3 640 607,64	5 225 525,46
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>1 204 950 368,53</b>	<b>1 282 580 508,37</b>

**RESULTAT**31 DECEMBRE 2023  
EUR

	2022	2023
+ Intérêts et produits assimilés	9 942 629,85	38 594 670,61
– Intérêts et charges assimilées	7 798 639,46	35 324 536,80
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées		
– Charges sur opérations de crédit bail et assimilées		
+ Produits sur opérations de location simple		
– Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	4 797 047,62	5 126 113,23
+ Commissions (produits)	2 457 276,70	2 485 317,02
– Commissions (charges)		
± Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations		
± Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	398,37	5,09
– Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>9 398 713,08</b>	<b>10 881 569,15</b>
– Charges générales d'exploitation	5 717 692,32	5 609 861,16
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		
– incorporelles et corporelles	30 651,90	30 178,46
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 650 368,86</b>	<b>5 241 529,53</b>
± Coût du risque		
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 650 368,86</b>	<b>5 241 529,53</b>
± Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>3 650 368,86</b>	<b>5 241 529,53</b>
± Résultat exceptionnel	-9 761,22	-16 004,05
– Impôts sur les bénéfices		
± Dotations / reprise de FRGB et provisions réglementées		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>3 640 607,64</b>	<b>5 225 525,48</b>

**HORS BILAN AU 31/12/2023**

(en K€)

	2022	2023
<b>1) ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>31 760</b>	<b>14 424</b>
Engagements de financement		
1 Engagements en faveur d'établissement de crédit		
2 Engagements en faveur de la clientèle	31 760	14 424
Engagements de garantie		
3 Engagements en faveur d'établissement de crédit	0	0
4 Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
5 Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
6 Autres engagements donnés	0	0
<b>2) ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>232 034</b>	<b>201 673</b>
Engagements de financement		
7 Engagements reçus des clients	24 000	20 000
Engagements de garantie		
8 Engagements reçus des clients	183 034	156 673
Engagements sur titres		
9 Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
10 Autres engagements reçus	25 000	25 000
2 - Ouverture d'un crédit confirmé		
7 - Ce sont des DAT subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO		
8 - Le montant des hypothèques, caution immobilière dans le cadre de crédits		
10 - Financement par le groupe d'un emprunt subordonné		

## Annexes aux comptes sociaux

### NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

#### NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire en France ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit définies par les règlements ANC 2014-07.

Les règles et méthodes comptables appliquées à la clôture sont inchangées par rapport à celles appliquées à la clôture de l'exercice précédent.

La présentation des comptes annuels est conforme aux dispositions du règlement de la norme ANC 2014-07 pour les établissements de crédit et société de financement définis à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier.

##### 1.1 CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur historique.

Lorsque les créances ou dettes portent intérêts, ceux-ci sont inscrits au compte de résultat prorata temporis en postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilés ». Les intérêts courus non échus sont enregistrés au bilan dans des comptes de créances et dettes rattachés.

##### 1.2 TITRES D'INVESTISSEMENT

Ce sont exclusivement des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie Titres de placement pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

##### 1.3 TITRES DE PLACEMENT

La société comptabilise en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement. Ils sont en principe destinés à la revente à plus ou moins brève échéance. Ces titres apparaissent dans les postes « effets publics et valeurs assimilées » lorsque l'émetteur est l'Etat, « obligations et autres titres à revenu fixe » et « actions et autres titres à revenu variable » dans les autres cas. Les parts d'OPCVM, quelle que soit leur nature, sont enregistrées dans le poste « actions et autres titres à revenu variable ».

Le portefeuille de titres de placement suit les règles d'évaluation définies par le règlement de la norme ANC 2014-07.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais et intérêts exclus. Le cas échéant, les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres sont enregistrés dans des comptes rattachés.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres sont provisionnées. Le prix de marché correspond au cours de bourse le plus récent pour les titres cotés ou, pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

##### 1.4 TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES

Les titres de participation regroupent les titres des sociétés dont la possession durable est utile à l'activité de l'établissement et dans lesquelles Investimo exerce une influence sur la gestion ou dont elle détient le contrôle.

Les titres sont comptabilisés à la date de leur acquisition à leur prix de revient, frais exclus, puis post acquisition figurent au bilan au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes. Ainsi, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes résultant de la différence entre le prix de revient des titres et leur valeur d'utilité sont provisionnées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les dividendes et autres revenus provenant des titres de participation et filiales sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de provisions sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### 1.5 COMPTABILISATION DES COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions ayant un caractère d'intérêt, calculées en fonction de la durée et du montant de la créance, de la dette ou de l'engagement, sont comptabilisées prorata temporis au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ».

Les commissions rémunérant un service continu sont comptabilisées en résultat sur la durée de la prestation rendue en rubrique « Commissions », ainsi que les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important, qui sont enregistrées intégralement lors de l'exécution de cet acte.

### 1.6 CONSOLIDATION COMPTABLE

INVESTIMO établit des comptes consolidés qui regroupent les comptes d'INVESTIMO et de SMA Gestion. Les comptes annuels d'INVESTIMO sont par ailleurs combinés.

- SGAM : n° SIREN 494 397 714 - 8, rue Louis Armand 75015 Paris

### 1.7 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992, Investimo fait partie du groupe fiscal constitué autour de la SMABTP.

Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt figurant au compte de résultat représente l'impôt dont serait redevable INVESTIMO si elle n'était pas intégrée fiscalement dans le groupe SMABTP.

Toutes contributions complémentaires sur l'impôt sur les sociétés générées par l'intégration fiscale sont comptabilisées dans les livres de la société mère SMABTP.

## NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU HORS BILAN

### NOTE 2 – OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

#### Créances sur les établissements de crédit

<i>CREANCES (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2022</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>
Comptes ordinaires	10 630	2 852		2 852
Comptes NOSTRI Investimo / clientèle	64 797	67 897		67 897
Créances rattachées				
<b>TOTAL</b>	<b>75 427</b>	<b>70 749</b>	<b>-</b>	<b>70 749</b>

#### Dettes sur les établissements de crédit

<i>DETTES (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2022</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>
Comptes Investimo propre		25		25
Comptes Investimo clientèle	13 200			
Dettes rattachées				
Compte des établissements de crédit				
<b>TOTAL</b>	<b>13 200</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>25</b>

Ces comptes en créances ou en dettes sur les établissements de crédit correspondent à des comptes non lettrables et lettrables (opérations bancaires en suspens à court terme). Le lettrage des comptes en suspens s'effectue sur le mois de janvier 2024.



**NOTE 3 – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE****Créances sur la clientèle**

<b>CREANCES (en K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Comptes de la clientèle débiteurs et crédits	117 673	-	113 446	113 446
Créances rattachées	364	-	416	416
<b>TOTAL</b>	<b>118 037</b>	<b>-</b>	<b>113 862</b>	<b>113 862</b>

**DETAIL DES PRETS :**

<b>PRETS</b>	<b>En K€</b>			
	<b>2022</b>	<b>REMBOURS EMENT</b>	<b>OBTENTION</b>	<b>2023</b>
Sociétés « Groupe »				
STE PRET	8 000		8 000	16 000
PRIAM PRET	29 300	6 300		23 000
	37 300	6 300	8 000	39 000
Sociétés hors « Groupe »				
OGF PRET				
MERIDIEN GOUVION SAINT CYR	9 695	9 695		
CHALON PROPCO	15 000			15 000
ALPHA BOIS COLOMBES	1 854	1 854		
EGLE ISSY LES MOULINEAUX	16 000			16 000
RESIDYS	20 000			20 000
AP PERSPECTIVES	15 000	3 131		11 869
FRUCTIPIERRE	2 824		8 753	11 576
	80 373	14 680	8 753	74 446
<b>Total</b>	<b>117 673</b>	<b>20 980</b>	<b>16 753</b>	<b>113 446</b>

<b>VALEUR BRUTE (en K€)</b>	<b>31/12/2022</b>					<b>31/12/2023</b>				
	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois 1 an</b>	<b>&gt; 1 an ≤ 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois ≤ 1 an</b>	<b>&gt; 1 an ≤ 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Prêts	2 523	43 326	51 824	20 000	117 673		23 000	57 446	33 000	113 446
<b>Total</b>	<b>2 523</b>	<b>43 326</b>	<b>51 824</b>	<b>20 000</b>	<b>117 673</b>		<b>23 000</b>	<b>57 446</b>	<b>33 000</b>	<b>113 446</b>

Il n'y a pas d'encours douteux.

**Dettes sur la clientèle**

<b>DETTES (eu K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Comptes de la clientèle créditeur	1 043 496	1 131 022		1 131 022
Compte à terme	49 000	-	50 000	50 000
Dettes rattachées	170	356	183	539
<b>TOTAL</b>	<b>1 092 666</b>	<b>1 131 378</b>	<b>50 183</b>	<b>1 181 561</b>

En 2023 :

- Les clients SMABTP (923 151 K€) et SMAVie (52 341 K€) ont placés 975 492 K€ à la Banque de France en over night (rapport de 4 %),
- Des DAT sont arrivés à l'échéance en 2023 pour 49.000 K€ (SMABTP : 23.800 K€ et SMAVIE : 25.200 K€) : et de nouveaux DAT ont été mis en place pour 50.000 K€ (SMABTP 30.000 K€ et SMAVIE 20 000 K€).

<b>VALEUR BRUTE (en K€)</b>	<b>31/12/2022</b>					<b>31/12/2023</b>				
	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois ≤ 1 an</b>	<b>&gt; 1 an ≤ 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>	<b>&lt; 3 mois</b>	<b>&gt; 3 mois ≤ 1 an</b>	<b>&gt; 1 an ≤ 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Comptes à terme		8 000	41 000	-	49 000	-	5 000	45 000	-	50 000
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>8 000</b>	<b>41 000</b>	<b>-</b>	<b>49 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>	<b>45 000</b>	<b>-</b>	<b>50 000</b>

**NOTE 4 – AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS****Comptes de régularisation à l'ACTIF**

<b>COMPTES DE REGULARISATION (en K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Charges constatées d'avance	38	39		39
Produits à recevoir	-	118		118
Lettrable SLAB	-	-		-
Lettrable OPC	589	563		563
Lettrable SBI	-	-		-
OST en instance d'affectation	-	-		-
Titres à livrer	643	1 911		1 911
Comptes de Client crédit	116	284		284
Pénalité CSDR attente affectation		7		7
<b>TOTAL</b>	<b>1 386</b>	<b>2 922</b>		<b>2 922</b>

- Le compte de passage OPC a été lettré le 02/01/2024.
- Le compte de passage Titre à livrer a été lettré le 02/01/2024.
- Le compte Client crédit a réglé les intérêts en janvier.

**Autres ACTIFS**

<b>AUTRES ACTIFS (en K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Comptes des Etablissements de crédits		9		9
SMA BTP impôts sur les bénéfices				
Dépôts fond de garantie espèces	-	-		-
Dépôts fond de garantie titres	109	112		112
Comptes courant entreprises				
Divers				
<b>TOTAL</b>	<b>109</b>	<b>121</b>	<b>-</b>	<b>121</b>

**NOTE 5 – AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS****Comptes de régularisation au PASSIF**

<b>COMPTES DE REGULARISATION (en K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Charges à payer	2 356	2 314		2 314
Lettrable SBI	-	441		441
Lettrable OPC	-	-		-
Titres à recevoir	1 162	1 345		1 345
Créances rattachées				
OST en instance d'affectation				
<b>TOTAL</b>	<b>3 518</b>	<b>4 100</b>	<b>-</b>	<b>4 100</b>

- Le compte SBI a été lettré le 02/01/2024.
- Le compte titre à recevoir a été lettré le 02/01/2024.

**Autres PASSIFS**

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement.

<b>COMPTES DE REGULARISATION (en K€)</b>	<b>TOTAL au 31/12/2022</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>TOTAL au 31/12/2023</b>
Comptes des établissements de crédit	70	-		-
Etat – taxe à payer	247	2		2
Comptes courants entreprises		51		51
SMA BTP impôts sur les bénéfices				
TVA à décaisser	209	22		22
Honoraires à payer	77	53		53
Autres créditeurs divers	22	20		20
	<b>625</b>	<b>148</b>	<b>-</b>	<b>148</b>

Les Honoraires à payer correspondent à ceux des Commissaires aux Comptes.

**NOTE 6 – PORTEFEUILLE TITRES**

Le portefeuille titres est ventilé au bilan dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

**Obligations et autres titres à revenu fixe :**

**NEANT**

**Actions et autres titres à revenu variable :**

<b>PORTEFEUILLE (en K€)</b>	<b>31/12/2022</b>				<b>31/12/2023</b>			
	<b>Valeur brute</b>	<b>Valeur de marché</b>	<b>Plus-values latentes</b>	<b>Moins-values latentes (1)</b>	<b>Valeur brute</b>	<b>Valeur de marché</b>	<b>Plus-values latentes</b>	<b>Moins-values latentes (1)</b>
• Titres de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
• Titres de placement	149	1.386	1.237	-	149	1.080	930	-
• actions cotées								
• actions non cotées (2)	149	1.386	1.237		149	1.080	930	
• OPC (OPCVM/FCP) (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>1.386</b>	<b>1.237</b>	<b>-</b>	<b>149</b>	<b>1.080</b>	<b>930</b>	<b>-</b>

(1) Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation figurant en diminution de la valeur brute au bilan.

(2) Les valeurs des actions non cotées ont été valorisées au prix du marché.

**NOTE 7 – TITRES DE PARTICIPATION**

	<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>		
	<b>Valeurs brutes</b>	<b>Provisions</b>	<b>Valeurs nettes</b>
A nouveau au 01/01/2022	3 545		3 545
▪ Acquisitions			
▪ Cessions			
▪ Augmentation de capital			
Dotations aux provisions			
Reprise de provisions			
<b>Solde au 31/12/2023</b>	<b>3 545</b>	<b>-</b>	<b>3 545</b>

**Le tableau des Filiales et Participations figure en note 18.**

La liste des filiales et participations : (notamment le nom et le siège), telles que définies aux articles L. 231-1 et L. 233-2 du code de commerce et indication pour chacune d'elle de la part de capital détenu, du montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu.

**NOTE 8 – IMMOBILISATIONS**

**Immobilisations incorporelles :**

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement au logiciel de VBANK (états réglementaires) et aux certificats de fonds de dépôts garantis.

Cette année un logiciel CACEIS permettant un reporting à destination de l'AMF a été acquis pour 31 K€.

	Valeurs brutes	Amortissement	Valeurs nettes
▪ Autres immobilisations incorporelles	262	224	38
▪ Immobilisations en cours			
▪ Certificats de fonds de dépôts garantis	1		1
Solde au 31/12/2023	263	224	39

**Mode et durée d'amortissement**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées usuelles d'amortissement :

Autres immobilisations incorporelles :

- Logiciels

3 ans

**NOTE 9 – EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES**

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les capitaux propres sont les suivants :

(en euros)	Situation au 31/12/2022	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice 2023	Augmentation	Diminution	Situation au 31/12/2023
Capital social	5 016 000,00					5 016 000,00
Primes d'émission						
Réserve légale	501 600,00					501 600,00
Réserves réglementées						
▪ de plus-values à long terme						
▪ autres						
Autres réserves	60 555 219,37					60 555 219,37
Report à nouveau	216 353,23	220 607,64				436 960,87
<b>Capitaux propres</b>	<b>66 289 172,60</b>	<b>220 607,64</b>	<b>0,00</b>			<b>66 509 780,24</b>
Distribution des dividendes		3 420 000,00				
Résultat de l'exercice	3 640 607,64	-3 640 607,64	5 225 525,48			5 225 525,48
<b>TOTAL</b>	<b>69 929 780,24</b>	<b>-3 420 000,00</b>	<b>5 225 525,48</b>		<b>0,00</b>	<b>71 735 305,72</b>

**NOTE 10 – PASSIFS SUBORDONNES**

(en K€)	31/12/2022	31/12/2023
Emprunt subordonné à durée indéterminée	25 000	25 000
Dette rattachée à l'emprunt subordonné	11	11
<b>TOTAL</b>	<b>25 011</b>	<b>25 011</b>

Le passif subordonné émis par INVESTIMO se décompose ainsi :

Emprunteur	Prêteur	Date	Montant de l'emprunt	Durée	taux
INVESTIMO	SMABTP	30/06/2017	14 280	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	30/06/2017	720	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMABTP	19/12/2019	9.520	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	19/12/2019	480	indéterminé	Taux fixe 1 %

**NOTE 11 – ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2023**

- Ces engagements financiers et sûretés sont apportés en garantie des crédits octroyés par INVESTIMO (ligne 7 et 8 du tableau hors bilan). A noter une diminution sensible de ce poste.

- Les engagements de financement donnés à la clientèle (ligne 2 du tableau hors bilan) :

Sociétés	2023
STE	4 000 000,00
OGF	10 000 000,00
FRUCTIPIERRE	423 529,41
<b>Total</b>	<b>14 423 529,41</b>

- Des engagements des financements de SMABTP et SMAVie BTP au travers d'un emprunt subordonné perpétuel (ligne 10 du tableau hors bilan).

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

## NOTE 12 – PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les produits et charges d'exploitation bancaire de l'exercice s'analysent comme suit, par nature :

(en K€)	31/12/2022		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
♦ Intérêts sur Banque Centrale	7 260	3 206	33 279	32 188
Intérêts sur établissements de crédits		134		40
♦ Intérêts sur la clientèle *	2 276	4 209	5 082	2 847
♦ Commissions sur crédits	330	-	234	-
♦ Intérêts BCE	77			
♦ Charges sur emprunt subordonné		250		250
<b>Intérêts et assimilé</b>	<b>9 943</b>	<b>7 799</b>	<b>38 595</b>	<b>35 325</b>
♦ Revenus sur titres de placements				
♦ Revenus sur titres de participation	4 797		5 126	
<b>Revenu des titres à revenu variable</b>	<b>4 797</b>	<b>0</b>	<b>5 126</b>	<b>0</b>
♦ Résultats de cession sur OPC				
♦ Résultats de cession sur titres de placements				
♦ Résultats de cession sur titres d'investissement				
♦ Dotation/reprises de provisions				
<b>Gains/Pertes sur titres</b>				
♦ Droit de gardes	1.000		1.008	
♦ Commissions de placement et garantie	-		-	
♦ Commissions sur coupons et titres amortis	11		8	
♦ Commissions Bati Première	302		300	
♦ Commissions SMA Gestion	927		954	
♦ Commissions FPS	-		-	
♦ Autres commissions	217		215	
<b>Commissions</b>	<b>2 457</b>		<b>2 485</b>	
<b>Autres produits et charges</b>	<b>1</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>17 198</b>	<b>7 799</b>	<b>46 206</b>	<b>35 325</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>9 399</b>		<b>10 881</b>	

\* Les produits sur les crédits et charges sur les comptes à terme sont inclus dans ce poste.

## NOTE 13 – CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en K€)	31/12/2022	31/12/2023
<b>Frais de personnel</b>	-	-
<b>Impôts et taxes</b>	256	136
<b>Services extérieurs</b>		
- fournis par des sociétés du groupe	2 349	2 644
- locations	88	89
- autres services extérieurs	3 024	2 741
<i>Dont Contribution au Fonds de Résolution Unique</i>	876	422
<b>Provisions risque et charge</b>	-	-
<b>Autres charges d'exploitation</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 717</b>	<b>5 610</b>

**Impôt et taxes**

Ce poste contient le complément de 136 K€ correspondant à une notification du fisc sur la TVA des commissions TTC/RTO.

**Frais de personnel**

INVESTIMO ne dispose pas de personnel propre. Les charges de personnel de la société lui sont refacturées au travers du groupement de moyen du Groupe SMABTP pour un montant global de 1 961 K€ au titre de l'exercice 2023 (à comparer avec 1 875 K€ au titre de l'exercice 2022).

**Contribution au Fonds de Résolution Unique**

La contribution réglée en 2023 est de 552 K€ au titre de l'exercice de survenance 2021 qui était couvert en partie par une provision de 689 K€.

Cet écart s'explique par une diminution des appels à contribution de la part de la BCE. Dont le montant est inconnu au 31 décembre.

Il a été provisionné 566 K€ en 2023.

**NOTE 14 – HONORAIRES**

Exercice N	En K€		
	2023		
	Grant Thornton	DELOITTE	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	44	42	85
Autres (Diligences Directement Liées, Autres Services)	0	0	0
Total des honoraires de commissariat aux comptes N	44	42	85

Exercice N-1	En K€		
	2022		
	Grant Thornton	DELOITTE	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	39	40	79
Autres (Diligences Directement Liées, Autres Services)	0	0	0
Total des honoraires de commissariat aux comptes N	39	40	79

**NOTE 15 – GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

(en K€)	31/12/2022		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Résultats de cession sur titres de OPC	-	-	-	-
Gains/Pertes sur actifs immobilisés	-	-	-	-

**NOTE 16 – RESULTAT EXCEPTIONNEL**

(en K€)	31/12/2022	31/12/2023
▪ Produits exceptionnels	-	-
▪ Charges exceptionnelles	10	16
TOTAL	-10	-16

**NOTE 17 – IMPOTS SUR LES SOCIETES**

(en K€)	31/12/2022	31/12/2023
IMPOT COURANT		
▪ Impôts sur résultat courant	-	-
▪ Impôt sur résultat exceptionnel		
TOTAL	-	-

Conformément à l'article 216 du CGI, les dividendes reçus de sa filiale sont déduits du résultat fiscal d'INVESTIMO et bénéficie des déficits fiscaux sur exercices antérieurs.

**EVENEMENTS CLOTURE**

Néant

**EVENEMENTS POST CLOTURE**

Néant

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

K€

NOTE 18 – FILIALES ET PARTICIPATIONS

SOCIETES	CAPITAL	RESERVES	QUOTE-PART DU CAPITAL DETENUE (en pourcentage)	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIETE ET NON ENCORE REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRE D’AFFAIRES (HORS TAXES OU DERNIER EXERCICE ECOULE	BENEFICE OU PERTE DU DERNIER EXERCICE CLOS	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L’EXERCICE	OBSERVATIONS
				BRUTE	NETTE						
Renseignements détaillés concernant les Filiales et Participations A - FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société) SMA Gestion (lib ½) 8, rue Louis Armand - 75015 PARIS	2 800		95,502 %	2 638	2 638			23 680	5 205	5 062	
B - PARTICIPATIONS (10 % à 50 % du capital détenu par la Société) SOCIETE D’ASSURANCE FAMILIALES DES SALARIES ET ARTISANS « SAF- BTP IARD » 2, rue Rosenwald - 75015 PARIS	5 338		17,00 %	907	907			82 132	4 884	23	*

\* Montants 2022 - le chiffre d'affaires et le résultat 2023 de SAF BTP ne sont pas connus

AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée générale approuve la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d'administration et décide les affectations suivantes :

Bénéfice de l'exercice	3.640.607,64 €
Report à nouveau (avant répartition)	216.353,23 €
<b>Solde disponible</b>	<b>3.856.960,87 €</b>
Dotation à la réserve légale	0,00 €
Dividende	3.420.000,00 €
Réserve générale	0,00 €
Report à nouveau (après répartition)	436 960,87 €
<b>Total de la répartition</b>	<b>3.856.960,87 €</b>

Conformément aux dispositions légales, le tableau ci-dessous rappelle les éléments relatifs aux trois exercices précédents :

EXERCICES	2019	2020	2021
Nombre d'actions	228.000	228.000	228.000
Montant total des dividendes distribués	0 €	0 €	250.800 €
Dividende payé par action	0 €	0 €	1,10 €
Avoir Fiscal	NA	NA	NA
Dividendes distribués éligibles à l'abattement, personnes physiques	0 €	0 €	79,20 €
Dividendes distribués non éligibles à l'abattement, personnes morales	0 €	0 €	250.720,80 €

## COMPTES CONSOLIDES

### (En milliers d'euros)

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Investimo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les mission du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Investimo par l'assemblée générale du 20 février 2006 pour le cabinet Deloitte & Associés et par celle du 10 mai 2021 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la dix-huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton était dans la troisième année de sa mission.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce**

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821 67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 26 avril 2024  
Les commissaires aux comptes

Grant Thornton  
Sekko AZARIAS

Deloitte & Associés  
Virginie GAITTE

## RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés INVESTIMO de l'exercice 2023 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2020-01 de l'Autorité des normes comptables (ANC), relatif aux comptes consolidés des entreprises françaises. La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2020-01, notamment aux dispositions prévues aux articles 281-7, 281-8 et 281-9, et aux articles 282-1 et suivants.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion. Ils sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements financiers.

### Périmètre et méthode utilisés pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion. Le périmètre de consolidation est donc limité à ces deux entités. La méthode de consolidation appliquée est la méthode de l'intégration globale\*.

Les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion, sont également inclus selon la méthode de l'intégration globale\* dans les comptes combinés produits par la SGAM btp. Celle-ci effectue la combinaison des comptes des Mutuelles affiliées SMABTP, SMAvie BTP, L'AUXILIAIRE, L'AUXILIAIRE Vie et CAMbtp.

### Faits marquants de l'exercice 2023

Il n'y a pas eu de fait marquant durant l'exercice clos au 31 décembre 2023.

## BILAN CONSOLIDE

ACTIF	2023	2022
Opérations interbancaires et assimilées (note 2.1.1)	1 162 226	1 081 920
Opérations avec la clientèle (note 2.1.2)	113 862	118 037
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations actions, autres titres à revenu fixe et variable (notes 2.1.3 et 2.1.4)	12 528	10 792
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme (notes 2.1.3 et 2.1.4)	907	907
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 2.1.5)	63	79
dont écarts d'acquisition		
Comptes de régularisation et actifs divers (note 2.1.6)	5 283	3 579
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 294 868</b>	<b>1 215 315</b>

\* L'intégration globale consiste à prendre 100 % de chaque poste du bilan et du compte de résultats de la société fille, en faisant apparaître un résultat global pour la part des actionnaires minoritaires dans les comptes de la société mère

<b>PASSIF</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Opérations interbancaires et assimilées ( <i>note 2.1.1</i> )	25	13 200
Opérations avec la clientèle ( <i>note 2.2.1</i> )	1 181 561	1 092 667
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers ( <i>note 2.2.2</i> )	10 156	8 034
Ecarts d'acquisition		
Provisions		
Dettes subordonnées ( <i>note 2.2.3</i> )	25 011	25 011
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Intérêts minoritaires	406	410
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG) ( <i>note 2.2.4</i> )	77 709	75 994
Capital souscrit ( <i>note 2.2.5</i> )	5 016	5 016
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres (+/-)	67 558	67 015
Résultat de l'exercice (+/-)	5 135	3 963
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 294 868</b>	<b>1 215 315</b>

<b>HORS BILAN</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Engagements donnés</b>	14 424	31 760
Engagements de financement <sup>(1)</sup>	14 424	31 760
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
<b>Engagements reçus</b>	201 673	233 079
Engagements de financement <sup>(2)</sup>	20 000	24 000
Engagements de garantie <sup>(3)</sup>	156 673	184 079
Engagements sur titres		
Autres engagements reçus <sup>(4)</sup>	25 000	25 000

<sup>(1)</sup> Soldes non débloqués de crédits confirmés

<sup>(2)</sup> DAT subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO

<sup>(3)</sup> Le montant des hypothèques, cautions immobilières dans le cadre de crédit.

<sup>(4)</sup> Emprunt subordonné

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
+ Intérêts et produits assimilés ( <i>note 2.4.1</i> )	38 606	9 943
- Intérêts et charges assimilées ( <i>note 2.4.2</i> )	-35 325	-7 800
+ Revenus des titres à revenu variable	65	22
+ Commissions (produits) ( <i>note 2.4.3</i> )	24 649	23 969
- Commissions (charges) ( <i>note 2.4.4</i> )	-5 710	-5 123
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ( <i>note 2.4.5</i> )	167	-22
+ Autres produits d'exploitation bancaire	291	330
- Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>22 743</b>	<b>21 318</b>
- Charges générales d'exploitation ( <i>note 2.4.6</i> )	-15 444	-15 229
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) et corporelles	-48	-46
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>7 251</b>	<b>6 043</b>
- Coût du risque		
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	7 251	6 043
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés ( <i>note 2.4.7</i> )		
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	7 251	6 043
+/- Résultat exceptionnel ( <i>note 2.4.8</i> )	-16	-17
- Impôt sur les bénéfices ( <i>note 2.4.10</i> )	-1 866	-1 822
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Dotations / reprise de FRBG		
Intérêts minoritaires	-234	-240
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>5 135</b>	<b>3 963</b>
Résultat par action (en euros)	22.52	17.38
Résultat dilué par action (en euros)	22.52	17.38

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES 2023

### 1 PRINCIPES COMPTABLES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

#### 1.1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire en France ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables définies par le règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Le règlement ANC n° 2014-03, relatif à l'amortissement, la dépréciation, la définition, la comptabilisation, et l'évaluation des actifs, est appliqué. Le règlement ANC 2014-07 relatif aux Comptes des entreprises du secteur bancaire, mentionné par le règlement 2020-01, est applicable dans certains cas.

Les règles et méthodes comptables appliquées à la clôture sont inchangées par rapport à celles appliquées à clôture de l'exercice précédent.

#### 1.2 PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés ont été élaborés à partir des comptes sociaux d'INVESTIMO et de SMA Gestion dont les comptes annuels sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Le périmètre de consolidation est limité à ces deux sociétés, qui sont également incluses dans le périmètre des comptes combinés de la SGAM btp.

SOCIETES	ADRESSES	N° SIRET	% d'intérêts 2023	% d'intérêts 2022
<b>Société consolidante</b>				
INVESTIMO	8, Rue Louis Armand CS71201 75738 Paris Cédex 15	732 007 877 00010	-	-
<b>Société intégrée globalement</b>				
SMA GESTION	8, Rue Louis Armand CS71201 75738 Paris Cédex 15	414 785 097 00018	100,00 %	100,00 %

Note : toutes les entités contrôlées à plus de 20 % sont consolidées. Aucune entité n'est exclue.

INVESTIMO contrôlant de façon exclusive sa filiale SMA Gestion, la méthode de consolidation retenue est l'intégration globale.

#### 1.3 DATE DE CLOTURE DES SOCIETES DU GROUPE

Les comptes consolidés du Groupe INVESTIMO sont arrêtés au 31 décembre et suivent ainsi les dates de clôture des comptes sociaux des sociétés INVESTIMO et SMA Gestion.

Les comptes consolidés du Groupe INVESTIMO sont établis dans une perspective de continuité d'exploitation, aucun événement significatif survenu au cours de l'année écoulée ne permet de remettre en cause l'exercice de cette continuité d'exploitation.

#### 1.4 TITRES D'INVESTISSEMENT

La société INVESTIMO comptabilise dans la catégorie « Titres d'investissement » des obligations.

Sont comptabilisés en titres d'investissement, les titres exclusivement à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance.

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie « Titres de placement » pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement ANC n° 2014-07 et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition, frais exclus et hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

## **1.5 TITRES DE PLACEMENT**

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement. Ils sont en principe destinés à la revente à plus ou moins brève échéance. Les parts d'OPCVM, quelle que soit leur nature, sont enregistrées dans le poste « Actions et autres titres à revenu variable ».

Le portefeuille de titres de placement suit les règles d'évaluation définies par le règlement ANC 2014-07.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais et intérêts exclus. Le cas échéant, les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres sont enregistrés dans des comptes rattachés.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres sont provisionnées.

Le prix de marché correspond au cours de bourse le plus récent pour les titres cotés ou, pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

## **1.6 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES**

Les titres sont comptabilisés à la date de leur acquisition à leur prix de revient, frais exclus, puis post acquisition figurent au bilan au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes.

Ainsi, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes résultant de la différence entre le prix de revient des titres et leur valeur d'utilité sont provisionnées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les dividendes et autres revenus provenant des titres de participation et autres titres immobilisés sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de provisions sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

## **1.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES OU INCORPORELLES**

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition.

Les actifs corporels d'exploitation font l'objet d'amortissements annuels sur le mode linéaire selon leur durée de vie. (A noter que INVESTIMO ne détient pas d'immobilisations corporelles).

Les actifs incorporels comprennent notamment les logiciels d'application et d'exploitation qui sont amortis selon le mode linéaire.

## **1.8 COMPTABILISATION DES COMMISSIONS**

Les commissions sont enregistrées en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions ayant un caractère d'intérêt, calculées en fonction de la durée et du montant de la créance, de la dette ou de l'engagement, sont comptabilisées prorata temporis au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ».

Les commissions rémunérant un service continu sont comptabilisées en résultat sur la durée de la prestation rendue en rubrique « Commissions », ainsi que les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important, qui sont enregistrées intégralement lors de l'exécution de cet acte.

## 1.9 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il est constitué par des charges et des produits directs ou sous forme de provisions, ne provenant pas de l'activité entrant dans le cadre des opérations courantes d'exploitation des sociétés concernées.

## 1.10 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992, INVESTIMO fait partie du groupe fiscal constitué autour de la SMABTP. Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt figurant au compte de résultat représente l'impôt dont serait redevable INVESTIMO si elle n'était pas intégrée fiscalement dans le groupe SMABTP.

## 2 EXPLICATION DES POSTES DU BILAN, DES ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES, DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEUR VARIATION

### 2.1 BILAN ACTIF

#### 2.1.1 Opérations interbancaires

*Créances sur (ou dettes envers) les établissements de crédit*

	2023		2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes ordinaires	1 094 329	25	1 017 123	
Comptes NOSTRI Investimo / clientèle	67 897		64 797	13 200
<b>TOTAL</b>	<b>1 162 226</b>	<b>25</b>	<b>1 081 920</b>	<b>13 200</b>

#### 2.1.2 Les opérations avec la clientèle

*Créances sur la clientèle*

	2023			2022		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes de la clientèle débiteurs prêts		97 446	97 446		109 673	109 673
Comptes de la clientèle débiteurs crédits syndiqués		16 000	16 000		8 000	8 000
Créances rattachées sur comptes de la clientèle		416	416		364	364
<b>Total</b>		<b>113 862</b>	<b>113 862</b>		<b>118 037</b>	<b>118 037</b>

VALEUR BRUTTE	2023				
	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts		23 000	57 446	33 000	113 446
<b>TOTAL</b>		<b>23 000</b>	<b>57 446</b>	<b>33 000</b>	<b>113 446</b>

VALEUR BRUTTE	2022				
	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts	2 523	43 326	51 824	20 000	117 673
<b>TOTAL</b>	<b>2 523</b>	<b>43 326</b>	<b>51 824</b>	<b>20 000</b>	<b>117 673</b>

Ventilation des prêts par échéance

En 2023, aucun déclassement d'encours sains en encours douteux, justifié par l'absence d'incident de paiement.

## Détail des prêts

PRETS	2022	REMBOURS EMENT	OBTENTION	2023
<b>Sociétés " Groupe "</b>				
STE Prêt	8 000		8 000	16 000
PRIAM Prêt	29 300	6 300		23 000
	<b>37 300</b>	<b>6 300</b>	<b>8 000</b>	<b>39 000</b>
<b>Sociétés hors " Groupe "</b>				
MERIDIEN GOUVION SAINT CYR	9 695	9 695		
CHALON PROPCO	15 000			15 000
ALAPHA BOIS COLOMBES	1 854	1 854		
EGLE ISSY LES MOULINEAUX	16 000			16 000
RESIDYS	20 000			20 000
AP PERSPECTIVES	15 000	3 131		11 869
FRUCTIPIERRE	2 824		8 753	11 576
	<b>80 373</b>	<b>14 680</b>	<b>8 753</b>	<b>74 446</b>
<b>TOTAL</b>	<b>117 673</b>	<b>20 980</b>	<b>16 753</b>	<b>113 446</b>

## 2.1.3 Etat récapitulatif des placements

L'état récapitulatif ci-après regroupe l'ensemble des titres détenus : obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable.

	2023				2022			
	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- Value Latente (3)	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- Value Latente (3)
<b>Placements immobiliers</b>								
<b>Actions et titres à revenus variables (1)</b>	1 056	1 056	24 183	23 131	1 056	1 056	28 015	26 958
<b>Parts d'OPC actions</b>								
<b>Parts d'OPC obligataires</b>	12 379	12 379	12 635	256	10 643	10 643	10 654	11
<b>Obligations et autres titres à revenus fixes</b>								
<b>Autres placements (2)</b>								
<b>Total des placements</b>	<b>13 435</b>	<b>13 435</b>	<b>36 818</b>	<b>23 387</b>	<b>11 699</b>	<b>11 699</b>	<b>38 669</b>	<b>26 969</b>
<b>Total des placements cotés</b>	12 379	12 379	12 635	256	10 643	10 643	10 654	11
<b>Total des placements non cotés</b>	1 056	1 056	24 183	23 131	1 056	1 056	28 015	26 958
<b>Total des placements cotés /non cotés</b>	<b>13 435</b>	<b>13 435</b>	<b>36 818</b>	<b>23 387</b>	<b>11 699</b>	<b>11 699</b>	<b>38 669</b>	<b>26 969</b>

(1) dont titres de participation et autres titres immobilisés

(2) le montant correspond aux intérêts courus sur obligations comptabilisés dans des comptes rattachés

(3) dans ce tableau, les +/- values latentes sont calculées par différences entre la valeur de réalisation et la valeur brute

## 2.1.3.1 Obligations et autres titres à revenu fixe

Aucun titre obligataire, ni en 2023, ni en 2022.

## 2.1.3.2 Actions et autres titres à revenu variable

	2023				2022			
	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- valeur latente	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- valeur latente
<b>Titres de transaction</b>				-				
<b>Titres de placement</b>	<b>13 435</b>	<b>13 435</b>	<b>36 818</b>	<b>23 387</b>	<b>11 699</b>	<b>11 699</b>	<b>38 669</b>	<b>26 969</b>
- actions cotés								
- actions non cotés	1 056	1 056	24 183	23 131	1 056	1 056	28 015	26 958
- OPC (OPCVM / FIA)	12 379	12 379	12 635	256	10 643	10 643	10 654	11
<b>TOTAL</b>	<b>13 435</b>	<b>13 435</b>	<b>36 818</b>	<b>23 387</b>	<b>11 699</b>	<b>11 699</b>	<b>38 669</b>	<b>26 969</b>

## 2.1.4 Sociétés non consolidées

La liste des sociétés détenues à plus de 5 % par le Groupe INVESTIMO ne présentant pas d'influence notable et non retenues pour les comptes consolidés, est la suivante :

	% détention	CA*	Capitaux propres totaux de la société (avant affectation du résultat)*	Résultat*	Valeur Nette des titres chez Investimo	Valeur de Réalisation des titres détenus
SAF BTP IARD	17,00 %	82 132	111 224	4 884	907	23 107
<b>Total des sociétés détenues à plus de 5 %</b>		<b>82 132</b>	<b>111 224</b>	<b>4 884</b>	<b>907</b>	<b>23 107</b>
Actions SMA SA	0,59 %	871 446	108 125	6 091	149	1 071
Action IMPERIO	0,00 %	71 261	44 526	2 415	0	0
Action SA SELICOMI Portugal	0,10 %	992	13	257	0	5
<b>Total des sociétés détenues à moins de 5 %</b>		<b>943 699</b>	<b>152 664</b>	<b>8 763</b>	<b>149</b>	<b>1 076</b>
<b>Total des titres d'entités du groupe SMA</b>		<b>1 025 831</b>	<b>263 888</b>	<b>13 647</b>	<b>1 056</b>	<b>24 183</b>

\* Données 31-12-2022

## 2.1.5 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles correspondent à un logiciel permettant l'établissement des états réglementaires et aux certificats de fonds de dépôts de garantis.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonctions des durées usuelles d'amortissement soit 3 ans.

	2023				2022	
	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
Autres immobilisations incorporelles	521	459	62	490	411	79
Immobilisations en cours						
Certificats de fonds de garantis	1	0	1	1	0	1
<b>Solde</b>	<b>522</b>	<b>459</b>	<b>63</b>	<b>491</b>	<b>411</b>	<b>79</b>

## 2.1.6 Les comptes de régularisation et actifs divers

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement

	2023	2022
Compte courant intégration fiscale		
Produits à recevoir	2 241	1 980
Divers	3 041	1 599
<b>TOTAL</b>	<b>5 283</b>	<b>3 579</b>

## 2.2 BILAN PASSIF

### 2.2.1 Opérations avec la clientèle

Dettes envers la clientèle

	2023			2022		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes de la clientèle créditeurs	1 131 022		1 131 022	1 043 496		1 043 496
Compte à terme		50 000	50 000		49 000	49 000
Dettes rattachées	356	183	539	36	134	170
<b>TOTAL</b>	<b>1 131 378</b>	<b>50 183</b>	<b>1 181 561</b>	<b>1 043 532</b>	<b>49 134</b>	<b>1 092 666</b>



En 2023 :

Les clients SMABTP (923.151 K€) et SMAVie BTP (52.341 K€), ont placé un total de 975 492 K€ de dépôts à la Banque de France.  
Des DAT sont arrivés à l'échéance en 2023 pour 49 000 K€. Des comptes à terme ont été ouverts sur la même période pour 50 000 K€.

Ventilation des comptes à termes

VALEUR BRUTE	2023				
	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à Terme		5 000	45 000		50 000
<b>TOTAL</b>		<b>5 000</b>	<b>45 000</b>		<b>50 000</b>

  

VALEUR BRUTE	2022				
	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à Terme		8 000	41 000		49 000
<b>TOTAL</b>		<b>8 000</b>	<b>41 000</b>		<b>49 000</b>

## 2.2.2 Autres comptes de régularisation et passifs divers

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement.

	2023	2022
Charges à payer	4 579	4 435
Charges à répartir		
Titres à recevoir	1 345	1 162
Honoraires à payer	198	179
Compte courant intégration fiscale	2 262	696
Autres créditeurs divers	1 771	1 561
<b>TOTAL</b>	<b>10 156</b>	<b>8 034</b>

## 2.2.3 Emprunts et dettes subordonnés

Le passif subordonné émis par INVESTIMO se décompose ainsi :

	2023	2022
Emprunt subordonné à durée indéterminée	25 000	25 000
Dettes rattachées à l'emprunt subordonné	11	11
<b>Total</b>	<b>25 011</b>	<b>25 011</b>

Décomposition de l'emprunt subordonné :

Emprunteur	Prêteur	Date	Montant de l'emprunt	Durée	Taux
INVESTIMO	SMABTP	30/06/2017	14 280	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	30/06/2017	720	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMABTP	19/12/2019	9 520	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	19/12/2019	480	indéterminée	Taux fixe 1 %
			25 000		

La ligne totale possible d'emprunts subordonnés est de 50 M€, dont 25 M€ sont en hors bilan.

Le remboursement anticipé de cet emprunt ne peut être que du seul fait de l'Emetteur après accord préalable de l'ACPR en application de l'article 78 du CRR, règlement UE 575/2013.

**2.2.4 Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total	Minoritaires
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2021</b>	<b>5 016</b>	<b>63 914</b>	<b>3 352</b>	<b>72 281</b>	<b>394</b>
<b>Variation de l'exercice 2022 :</b>					
Affectation du résultat 2021		3 352	-3 352		
Augmentation du capital					
Résultat de l'exercice 2022			3 963	3 963	240
Dividendes distribués par la société mère		-251		-251	
Dividendes distribués par SMA Gestion					-225
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>	<b>5 016</b>	<b>67 015</b>	<b>3 963</b>	<b>75 994</b>	<b>409</b>
<b>Variation de l'exercice 2023 :</b>					
Affectation du résultat 2022		3 963	-3 963		
Augmentation du capital					
Résultat de l'exercice 2023			5 135	5 135	234
Dividendes distribués par la société mère		-3 420		-3 420	
Dividendes distribués par SMA Gestion					-238
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>	<b>5 016</b>	<b>67 558</b>	<b>5 135</b>	<b>77 709</b>	<b>406</b>

Le capital de la société INVESTIMO, constitué de 228 000 actions ordinaires de 22,00 euros chacune, entièrement libérées pour un montant total de 5 016 K€.

**2.2.5 Capital social****Répartition du capital Investimo au 31-12-2023**

Titulaire	Type de titres	Nombres de titres	Titres empruntés	Titres bloqués	% financier	Nombre de voix	% Contrôle
SMABTP	Action	217 055			95,2	217 055	95,2
SELICOMI	Action	1				1	
SMA SA	Action	1				1	
SAGEVIE	Action	1				1	
Geneviève MAS	Action	72			0,03	72	0,03
SMAvie	Action	10 870			4,77	10 870	4,77
<b>Total</b>		<b>228 000</b>			<b>100</b>	<b>228 000</b>	<b>100</b>

**2.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Ces engagements sont subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO.  
Les DAT subordonnés aux remboursements de crédits ont été souscrits par SMABTP et SMAvie BTP.

De leur côté, les emprunts subordonnés (perpétuels) ont été souscrits pour 25 M€ par SMABTP et SMAvie BTP. Ce montant apparaît au bilan. La ligne totale mobilisable d'emprunts subordonnés est de 50 M€, soit un engagement résiduel de 25 M€ constaté en Hors Bilan.

**2.4 COMPTE DE RESULTAT****2.4.1 Intérêts et produits assimilés**

Ce poste qui comprend notamment des produits liés aux intérêts des comptes débiteurs et sur des opérations avec les établissements de crédit s'établit comme suit :

	2023	2022
Sur opérations avec les établissements de crédit	34 890	7 728
Sur opérations avec la clientèle	3 716	2 215
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>TOTAL</b>	<b>38 606</b>	<b>9 943</b>

**2.4.2 Intérêts et charges assimilés**

Ce poste correspond à des charges d'exploitation bancaires pour l'exercice et s'analyse comme suit :

	2023	2022
Intérêts sur établissements de crédits		
Intérêts sur la clientèle	-35 075	-7 550
Commissions sur crédit		
Intérêts sur titres investissements		
Charges sur SWAP de Taux		
Charges sur emprunt subordonné	-250	-250
<b>TOTAL</b>	<b>-35 325</b>	<b>-7 800</b>

**2.4.3 Les produits de commissions**

Ce poste correspond aux produits sur prestations de services financiers.

	2023	2022
Commissions sur titres gérés ou en dépôt	961	954
Commissions sur coupons et titres amortis	8	11
Commissions sur prestations " Bâti Première "	2 289	2 271
Commissions de placement sur OPCVM	16 509	15 747
Commissions FPS	1 593	1 478
Autres commissions sur titres	3 289	3 507
<b>TOTAL</b>	<b>24 649</b>	<b>23 969</b>

**2.4.4 Les charges de commissions**

Ce poste correspond aux charges sur prestations de services financiers.

	2023	2022
Commissions de gestion		
Commissions de placements	-5 708	-5 120
Autres commissions sur titres	-2	-3
<b>TOTAL</b>	<b>-5 710</b>	<b>-5 123</b>

**2.4.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement**

	2023	2022
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement		
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement		71
Moins-values sur cessions de titres de placement		-99
Plus-values sur cessions de titres de placement	167	6
<b>TOTAL</b>	<b>167</b>	<b>-22</b>

**2.4.6 Charges générales d'exploitation**

Ce poste correspond à des charges et frais administratifs

	2023	2022
Impôts et taxes	-186	-367
Locations	-250	-248
Services extérieurs	14 973	-14 593
Autres charges	-34	-22
<b>TOTAL</b>	<b>-15 444</b>	<b>-15 229</b>

Impôts et taxes :

Ce poste contient le complément de 136 K correspondant à une notification du fisc sur la TVA des commissions TTC/RTO.

Effectifs et frais de personnel :

INVESTIMO et SMA Gestion ne disposent pas de personnel propre. Les charges de personnel des deux sociétés sont refacturées au travers du groupement de moyen du Groupe SMABTP.

Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) :

La contribution réglée en 2023 (assiette 2021) correspond à un montant de 552 K€. Pour les exercices de survenance 2022 et 2023, il a été provisionné respectivement 504 K€ et 604 K€.

#### 2.4.7 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant

#### 2.4.8 Résultat exceptionnel

Ce poste s'analyse comme suit :

	2023	2022
Produits exceptionnels	0	
Charges exceptionnelles	-16	-17
<b>TOTAL</b>	<b>-16</b>	<b>-17</b>

#### 2.4.9 Honoraires des commissaires aux comptes

En application de l'article 282-18 du règlement ANC-2020-01, une information est fournie sur les honoraires des commissaires aux comptes en 2023 dans le tableau ci-dessous :

Honoraires 2023	Grant Thornton	Deloitte	TOTAL
<b>Honoraires liés à la certification des comptes</b>	<b>43</b>	<b>195</b>	<b>238</b>
INVESTIMO	43	41	85
SMA Gestion		153	153
<b>Autres Services</b>			<b>0</b>
<b>Total des honoraires de commissariat aux comptes</b>	<b>43</b>	<b>195</b>	<b>238</b>

Honoraires 2022	Grant Thornton	Deloitte	TOTAL
<b>Honoraires liés à la certification des comptes</b>	<b>39</b>	<b>149</b>	<b>188</b>
INVESTIMO	39	39	78
SMA Gestion		110	110
<b>Autres Services</b>			<b>0</b>
<b>Total des honoraires de commissariat aux comptes</b>	<b>39</b>	<b>149</b>	<b>188</b>

## 2.4.10 Impôts

L'impôt sur les sociétés augmente en passant d'un montant de 1 822 K€ en 2022 à 1 866 K€ en 2023.

Les éléments expliquant la différence entre la charge effective et la charge théorique, calculée à partir du résultat avant impôt multiplié par le taux d'imposition sont les suivants :

		2023	2022
Résultat net des sociétés intégrées avant impôt		12 297	10 808
Taux d'impôt 2023 (rappel taux 2022 : 25,00 %)	25,00 %	-3 074	-2 702
<b>Charge théorique d'impôt</b>		<b>-3 074</b>	<b>-2 702</b>
Différences temporaires (réintégrations)		-66	-5
Différences temporaires (déductions)		3	2
Différences permanentes (régime sociétés Mères)		1 208	1 185
Différences permanentes (contribution FRU)		-100	-220
Autres différences permanentes		-5	-4
Reliquat IS N-1			7
Complément d'impôt			
Crédit d'impôt			
Autres différences permanentes (contrib compl et exceptionnelle)		-35	-34
Impact résultat négatif Investimo et des reports déficitaires		204	-50
<b>Charge effective d'impôt</b>		<b>-1 866</b>	<b>-1 822</b>

## 3 AUTRES INFORMATIONS

### 3.1 Comptes inclus dans un périmètre groupe

Les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion, sont également inclus selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes combinés produits par la SGAM btp. Celle-ci effectue la combinaison des comptes des mutuelles affiliées SMABTP, SMAvie BTP, L'AUXILIAIRE, L'AUXILIAIRE Vie et CAMbtp.

### 3.2 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif susceptible d'avoir un impact sur les comptes consolidés 2023 n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société : 8, rue Louis Armand - 75015 PARIS.